Bulletin œcuménique

JUIN 1981 NUMERO 5 PARAIT 8 FOIS PAR ANNEE

interrogation

En septembre 1980, deux personnes, un Italien et un Espagnol s'évadent de la prison du Bois-Mermet, à Lausanne.
Dans leur fuite, ils arrivent chez Miguel, un ami Espagnol dont l'adresse a été donnée par une tierce personne. Ils restent un jour chez lui (l'un est armé et n'a pas envie de se laisser reprendre). A leur demande, Miguel leur achète deux billets CFF pour qu'ils partent plus loin.
Miguel est accusé "d'entrave à l'action de la justice". Il a un casier judiciaire. "Il a eu à faire avec la justice..." et il est au bénéfice d'un sursis. C'est à cause de tout cela que la police l'a repéré.
J'ai témoigné au procès de Miguel mercredi 10 juin. Il y avait deux autres témoins : son frère, cadre dans une banque lausannoise, et sa chef de bureau. Chacun des témoins a souligné qu'il appréciait Miguel, qu'il avait remarqué sa détermination à ne pas perdre le bénéfice du sursis, ses aptitudes au travail, son engagement dans un groupe musical et qu'il était apprécié de ses collègues, etc.... L'avocate a bien précisé que Miguel ne connaissait pas ceux qui sont venus chez lui... Elle a demandé l'acquittement, ou en tous cas les circonstances atténuantes. (agir sous la contrainte... représailles et peur de perdre le sursis...)
Après une heure d'interruption, le Président lit le texte qu'il vient d'établir: Seul le passé pèse dans la balance de cette justice, les trois autres comparutions sont reprises (bagarre sur la voie publique et deux affaires de "H"). "Vous êtes un habitué", lui dit le juge"...
Aucune circonstance atténuante n'est retenue (même si l'un des fuyards était armé). Miguel a accueilli sans réticence les deux évadés, la preuve : il est allé leur acheter deux billets CFF (à ses frais). Il n'a pas averti la police...
Quatre mois d'emprisonnement et le sursis qui concernait l'affaire de "H" tombe, ce qui fait encore deux mois supplémentaires, au total six mois d'emprisonnement et "la prochaine fois - dit le juge - c'est OUT" !
Je suis novice par rapport à cette justice-là. En ce qui me concerne, j'ai eu l'impression que les juges s'occupaient plus d'un dossier, plus d'une société à protéger que de l'histoire d'un homme.
Il nous faut aller de temps en temps à des procès pour constater comment la justice se porte en Suisse et pour ne pas laisser les juges devenir des fonctionnaires de la justice.
J'ai l'impression que l'on n'a pas tenu compte de ce que les témoins et l'avocate ont apporté et j'aimerais comprendre pourquoi !

Gilbert ZBÄREN

EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Le Coin 43, CH-2314 La Sagne
CCP : 23-5046

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP : 17-7786

GVOM
Groupe volontaires
outre-mer
Le Coin 43
CH-2314 La Sagne
CCP : 10-20968

D'une bonne réflexion lors d'un week-end du groupe FSF de Genève est née l'idée du petit texte ci-dessous :

ROLES

Le Blanc qui arrive outre-mer a toutes les chances de se voir coller un rôle: c'est celui qui sait tout faire, c'est celui qui a tout, c'est celui qui peut tout ...

Bien sûr, le volontaire ne sera pas dupe et essayera de ne pas se prendre au sérieux. Mais ne lui arrive-t-il pas de trouver 36 bonnes raisons de correspondre à l'attente - formulée ou non - qu'on a sur lui: "les gens ne comprendraient pas que..."

Et ici, est-ce si différent ? L'animateur, l'évêque, l'infirmière, le professeur, le médecin, le prêtre... eux aussi sont investis d'un rôle. Un rôle qu'on trouvera 36 bonnes raisons de ne pas déserter. "Les gens ne comprendraient pas si...".

N'y a-t-il pas quelque chose de suspect à un tel respect des gens ? Et si c'était une secrète connivence avec le goût du pouvoir qui nous faisait parler ainsi ? S'entendre dire qu'on a besoin de nous, que l'on n'est pas comme les autres... cela ne laisse jamais totalement indemne...

Il a pris moins de ménagements Jésus de Nazareth avec tous ceux qui ont voulu lui coller un rôle (et ils n'ont pas manqué). Pensez à la multiplication des pains, alors qu'on veut le faire roi, il part dans la montagne (J. 6-15). Pensez à ces deux frères qui voulaient lui faire arbitrer une question d'héritage : "Qui m'a établi juge entre vous?" (Lc 12-4). Pensez surtout au lavement des pieds : "Pierre, maintenant tu ne peux pas comprendre ce geste, pourtant il faut que tu passes par là si tu veux continuer à me suivre".

Que Jésus ait dit "Mais ils ne comprendraient pas..." et qu'il ait accepté les rôles qu'on voulait lui faire jouer et c'en était fini de l'Evangile.

André FOL

LES REFUGIES CHEZ NOUS



"*Il faut sensibiliser les gens, les motiver pour l'accueil des réfugiés*" - me dit-on au Centre Social Protestant à Genève. Les gens sont informés des groupes de réfugiés qui arrivent, mais pas sur les individus qui ont besoin d'être mieux acceptés pour trouver des débouchés. D'autre part, on accepte plus de réfugiés des pays communistes que des pays latino-américains". Il y a actuellement en Suisse 35'000 réfugiés. En 1979, 2'700 ont demandé l'asile politique, à titre individuel. Ils arrivent à pied, en stop, en train ou en avion, de l'Est, d'Afrique, d'Amérique Latine.

35'000 ??? ... Mais ils sont 15 millions dans le monde !!!

Oui mais la Suisse est si petite... Genève est le canton qui en reçoit le plus, puis viennent Zurich et Vaud. On connait les arguments : trop de réfugiés, c'est encore pire que trop de travailleurs étrangers qui eux servent au moins à faire ce que les Suisses ne veulent pas faire ! Mais nous trouvons normal que les autres pays qui ne "s'en sortent pas", en Afrique et ailleurs, accueillent indéfiniment ces marées de condamnés pélerins; à Djibouti, par exemple, 10 % de la population est constituée de réfugiés et le flot continue ! Que la Suisse veuille préserver son équilibre et son identité, c'est légitime. On peut dès lors se réjouir de ce qu'elle fait déjà. Mais il ne faut pas se leurrer : on ignore le nombre annuel d'expulsions et les critères pour obtenir le statut de réfugié sont très stricts. Pour que le réfugié obtienne l'asile "il faut qu'il puisse montrer que la persécution qu'il a subie dans son pays était voulue par l'Etat. Ainsi, des ressortissants de pays où des milices privées de toutes ressources en raison de leur engagement ou de leur appartenance ethnique ou religieuse, ne seront pas considérés comme ayant droit au statut de réfugié" (Amnesty International no 11 - janv. 1981).

D'autre part, il doit venir en Suisse directement, en 20 jours au maximum, sans séjourner dans un pays tiers. Les réfugiés qui ont transité (par exemple par l'Espagne en venant d'Amérique Latine), sont des réfugiés "de facto" ; ils sont de plus en plus nombreux. Font aussi partie de cette catégorie tous ceux qui n'osent pas demander l'asile par peur des représailles sur leur famille restée au pays.

Une personne qui demande l'asile :

- peut attendre 2 ans avant de recevoir l'asile,
- a le droit de travailler (si elle trouve du travail),
- est prise en charge par le Département de la Prévoyance sociale en attendant.

C'est la Confédération qui décide. Si après recours, le refus est définitif, le refugié part pour un autre pays ou peut obtenir un permis B humanitaire, renouvelable chaque année. C'est alors aux cantons de décider.

QUE FAIT LE CENTRE SOCIAL PROTESTANT ?

Il informe le réfugié qui "débarque" sur la marche à suivre, les possibilités. Il essaie de faire ce que les services d'Etat ne peuvent pas faire : accueillir, conseiller, trouver des solutions pour une formation ou un travail. Le CSP travaille beaucoup pour les réfugiés "de facto", dont l'Etat ne s'occupe pas.

MAIS QU'EST-CE QU'UN REFUGIE ?

C'est quelqu 'un qui est perturbé par la prison et la torture qu'il a subies. Quelqu'un dont le coeur est resté "au pays" et qui est bloqué devant la langue française ou allemande ; c'est quelqu'un qui ne peut exercer la profession qu'il avait et qui a besoin de sentir la solidarité des Suisses pour son pays. C'est à ce niveau inter-personnel que chacun doit se sentir interpellé. L'aide au développement ne concerne pas seulement des organismes et ne se fait pas seulement outre-mer; une bourse, une aide matérielle, c'est bien, mais les étudiants réfugiés sont épuisés, brisés, ils ont besoin de retrouver leur identité, de se sentir utiles et d'aider leur famille au loin. Le pasteur Laurent Bosshard avait ce souci; dans cette perspective, a été créé après sa mort, le Fonds Laurent Bosshard*.
Les occasions ne manquent pas pour qui veut ouvrir ses yeux et son coeur. La Suisse est petite : raison de plus pour ne pas ignorer les réfugiés !

Lytta BASSET

FONDS LAURENT BOSSHARD POUR LES RÉFUGIÉS LAUSANNE - CCP 10 - 333 7

Rencontre des anciens de Frères sans frontières

Les engagements de Gabrielle Nanchen

«Il y a des gens qui ne supportent pas l'injustice sociale et d'autres qui s'accommodent fort bien du désordre établi. Eh bien, la misère morale des jeunes m'est insupportable et je m'engage pour que cela change»!

C'est en ces termes que Gabrielle Nanchen introduisait son témoignage lors des journées Frères sans frontières qui regroupaient plus d'une centaine de membres au Bouveret durant le dernier week-end. Ces anciens volontaires refusent d'être assimilés à des «anciens combattants». Aussi exigent-ils de se rencontrer à l'enseigne de la réflexion et de l'engagement. Pour les aider, ils avaient convié Mme Nanchen, ancienne conseillère nationale valaisanne.

— *J'ai toujours été révoltée par le statut des travailleurs immigrés (parce que mes parents sont des étrangers), par le statut de la femme, par l'état des relations entre pays riches et pays pauvres sur le plan économique, par le gaspillage des ressources et la pollution de notre planète. d'où ma détermination à m'engager dans un travail social auprès des jeunes délinquants du Valais.*

L'oratrice avoue qu'à travers ce travail social, elle a appris à écouter, à valoriser dans l'autre ce qu'il y a de positif, de soutenir de jeunes défavorisés. Cet engagement concret exige un gros investissement affectif, est mal payé par rapport aux resposabililtés, et fait que le travailleur social est traité comme un marginal.

— *Pourquoi les enfants des manœuvres et des chômeurs échouent-ils plus que les enfants des médecins et des avocats? Ce genre de questions m'a poussé à m'engager au niveau de la tranformation des structures sociales, c'est-à-dire au plan politique. C'est à travers les partis que s'exerce le pouvoir. Ils contribuent à former l'opinion publique. Les élus du Parlement font les lois. Devenue membre d'un parti, j'ai constaté qu'on peut faire avancer les choses, que nos idées peuvent devenir réalité. Certes, l'esprit partisan, le souci de récolter des voix peuvent dominer la doctrine d'un parti. On l'a bien vu avec l'initiative «Etre solidaires», une différence existe entre la doctrine et le comportement des élus! D'ailleurs, croire que la position du parti est «la vérité» engendre une intolérance vis-à-vis des autres partis, même s'ils défendent des actions de notre propre programme...*

Il est une autre forme d'engagement que recommande Mme Nanchen: à travers les mouvements apolitiques tels que le Mouvement populaire des familles, Amnesty International, etc. On y trouve un climat de foi et d'idéal, un désintéressement des militants prêts à investir temps et énergie, sans calcul, mais uniquement par conviction. Là, pas de pêche aux voix, d'où une grande amitié et une grande confiance entre les membres! L'efficacité peut être parfois plus restreinte, mais elle n'en est pas moins réelle.

Toutefois, la forme d'engagement la plus accessible à chacun est peut-être la plus délaissée: dans sa famille, dans son quartier. Pourquoi les mères n'organiseraient-elles pas une garderie commune pour leurs enfants! Pourquoi ne laisserait-on pas les enfants responsables de leurs chambres, de leurs devoirs scolaires, même si le résultat est moins bon?

En Suisse, les progrès sont plus imperceptibles, plus diffus, mais ils sont cependant bien réels. Qui se préoccupait, il y a dix ans, du statut des saisonniers? L'opinion publique est alertée par une votation, les idées font leur chemin et les lois s'en trouvent modifiées. Notre pouvoir politique ne propose pas l'alternance, ce qui conduit les Suisses à se décourager trop facilement. Mme Nanchen n'en juge pas moins nos institutions progressistes et intéressantes. Où existent le référendum et l'initiative? Où existe une décentralisation et une proximité du peuple et des élus comme dans notre pays? Certes, les événements sont moins spectaculaires qu'ailleurs, mais peu à peu, les choses avancent. Tout n'est pas parfait. Ainsi, les milieux économiques sont très fortement représentés dans les commissions d'experts, les commissions de consultation ou au Parlement, Les députés sont des délégués de conseils d'administration et défendent aussi des intérêts. On devrait exiger que soit rendue publique leur appartenance aux conseils d'administration. Mais on devrait aussi s'interroger: si nos parlementaires arrondissent leurs jetons de présence au Parlement par des prestations dans diverses sociétés, n'est-ce pas parce que les parlementaires suisses sont insufisamment payés?

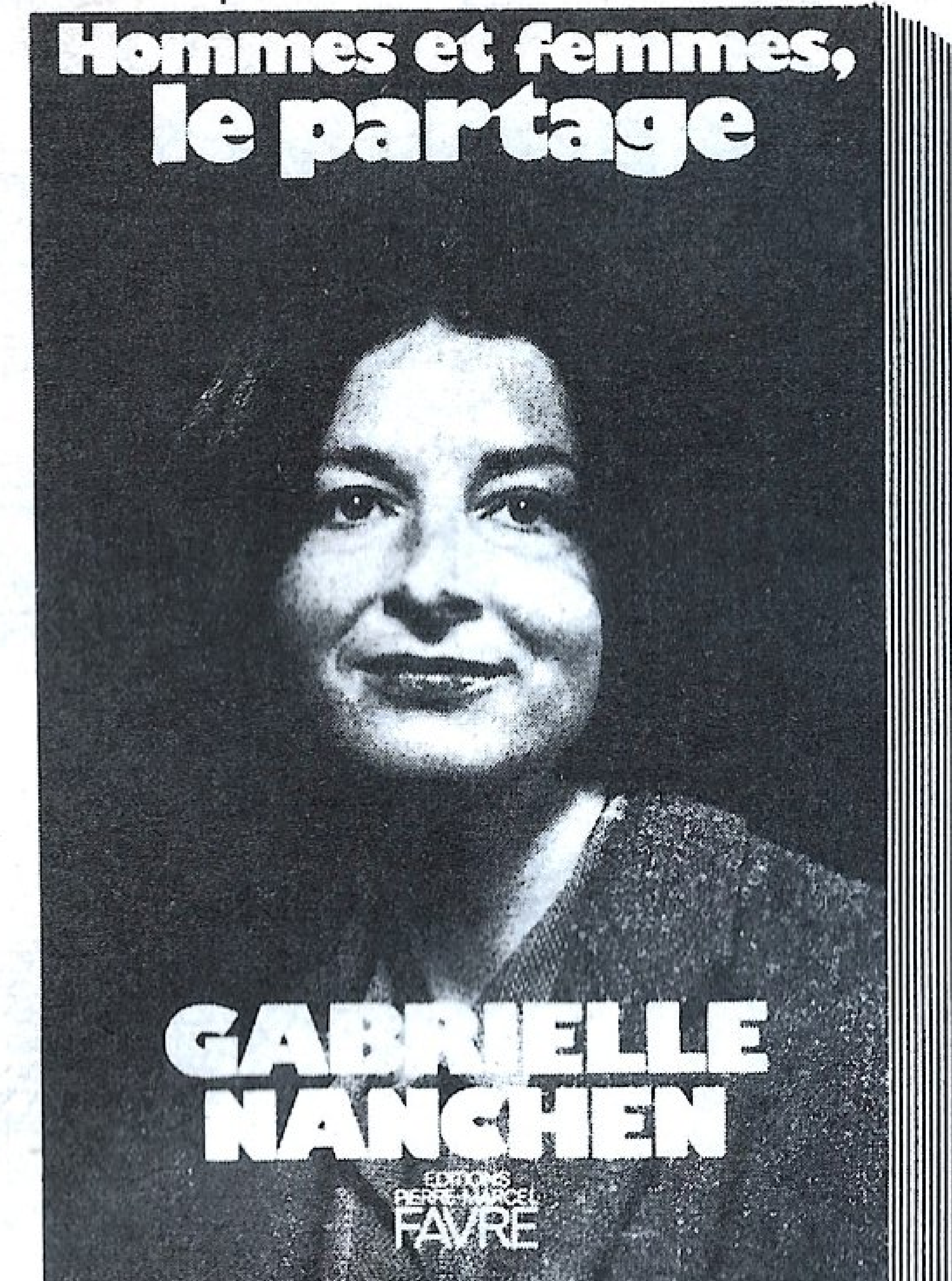
— *Si je retourne, plus tard, dans la politique, ce sera dans le Parti socialiste. Je ne puis changer depuis le jour où j'ai découvert que mon cœur est à gauche. Mais si j'y retourne, ce sera avec plus de recul. Je serai plus sujet et moins objet dans le parti. Depuis le temps où j'étais étudiante et militais dans la JEC, j'avais pris parti pour les opprimés, pour les étrangers. Ce sont des fidélités fondamentales.*

Mme Nanchen a été interpellée sur le statut de la femme qu'elle défend avec solidité et sérénité.

— *Il n'y a pas de libération de la femme sans libération de l'homme. Nous femmes, devons entrer dans le camp des hommes, dans le monde des hommes, sans calquer nos vies sur les leurs. Les hommes qui ont le courage de travailler au foyer découvrent qu'ils gagnent des valeurs nouvelles. Plus que les femmes qui se lancent dans une carrière. Le monde d'aujourd'hui n'a-t-il pas un urgent besoin des valeurs spécifiquement féminines pour contrebalancer l'efficacité, la course au profit, l'ambition, la force et la violence des hommes! Les femmes sont moins déformées que les hommes et la paix viendra si les femmes s'engagent...*

Paul JUBIN

Le Pays 29.5.81



Un livre de 192 pages, couverture en 4 couleurs, Fr. 23.80.

C'est le récit de l'expérience vécue de Gabrielle NANCHEN, étudiante, travailleuse sociale, mère de famille, députée et ménagère. Mais cet ouvrage est surtout une démonstration, accessible à tous : il est réellement possible de changer la vie du couple. Au profit de tous, femmes, hommes et enfants.

3000 participants au Symposium de la solidarité
VERS UN DIALOGUE AVEC LES AUTORITÉS?

Ils disent non à une doctrine qui envisage la politique du développement seulement comme une promotion des exportations. Ils veulent amener la Suisse à mener une politique économique et financière qui soit en accord avec les objectifs de la loi sur la coopération au développement. Ils soutiennent la création d'un Fonds de solidarité pour la libération sociale dans le tiers monde. Ils veulent, à ces fins établir un dialogue constructif avec les responsables de la politique suisse de développement. Ils, ce sont les quelque 3000 personnes, représentant une centaine de groupes qui ont participé, en cette fin de semaine à Berne, au «Symposium de la solidarité». Un symposium qui a connu un succès inespéré par les organisateurs.

Tout ce que la Suisse compte d'organisations tiers mondistes, à l'exception des grandes œuvres d'entraide, s'était donné rendez-vous pour ce «Symposium de la solidarité» qui devait «être un événement capital au seuil de la troisième décennie du développement». Trois objectifs étaient fixés par les organisateurs: dénoncer la doctrine officielle du développement, former une force contre «les pouvoirs de destruction et d'exploitation» et favoriser une meilleure connaissance entre les mouvements.

Ces trois journées de solidarité avec le tiers monde ont, à en croire les organisateurs, été couronnées de succès. 3000 personnes ont ainsi participé à une vingtaine de groupes de travail, à huit rencontres plénières consacrés à des thèmes tels que l'offensive financière de la Suisse, l'exportation de matière nucléaire et d'armement ou encore les relations entre syndicats et tiers monde, ainsi qu'au «marché des possibilités» permettant à chaque groupe de se présenter.

Un manifeste

Hier, au cours d'une assemblée générale de clôture, les particpants ont arrêté les grands principes d'un «manifeste de la politique du développement pour les années 80». Dans presque tous les pays du tiers monde, peut-on y lire, il n'y a qu'une minorité qui profite de la croissance économique. «La réalité, c'est en outre, une répression brutale contre les forces qui recherchent, dans leurs pays, la libération.»

L'objectif de la politique de développement devrait précisément être une société autonome. «Le développement sera donc un processus de libération», phrase qui a servi de slogan à ce symposium. Si cette libération n'a pas lieu, poursuit le manifeste, tous les milliards qu'il est prévu de dépenser pour le développement seront de l'argent gaspillé.

Et les participants de formuler 17 déclarations d'intentions. Retenons-en trois. Ainsi, si la Suisse ne tient pas compte, lors d'une éventuelle adhésion au Fonds monétaire international, des buts de la politique de développement, ils empêcheraient par tous les moyens, au besoin le référendum, cette décision. Deuxièmement, sous l'influence des femmes présentes au Symposium, les participants entendent soutenir la lutte d'émancipation des femmes, «part importante de la lutte de libération». Enfin, ils veulent être associés aux processus de décision. Dialogue critique et collaboration constructive devraient ainsi être établis avec les autorités.

«Le gnome d'or»

C'est une distribution de prix symboliques appelés «Le Gnome d'or» — ils devaient illustrer les tendances dominantes des relations entre la Suisse et le tiers monde — qui a mis fin au Symposium. La société Nestlé s'est ainsi vu décerner le «gnome de la meilleure manipulation de l'opinion publique», Hotelplan celui du «meilleure brassage des populations», la Société de Banque suisse celui de la «meilleure protection des capitaux en fuite», alors que l'Office fédéral des affaires économiques extérieures — il a refusé une invitation à une audition — se voyait attribuer le «Gnome du meilleur camouflage de l'esprit commercial».

M. S.

La Liberté 1.6.81

Virages

DANS deux cantons, Berne (de justesse) et Vaud, le «contrôle démocratique du nucléaire» devient article constitutionnel. On juge comme on veut l'efficacité, l'opportunité, la logique interne de ce contrôle morcelé.On doit s'incliner en observant que, les uns après les autres, les souverains cantonaux affirment la spécificité, la gravité particulière des décisions touchant l'atome, au point de modifier profondément, sur ce point, les rouages et l'esprit de la démocratie semi-directe.

24 Heures 15.6.81

30 000 FEMMES EN COLÈRE
Pétition contre la mafia

Quelque 30 000 femmes de Sicile et de Calabre ont signé une pétition réclamant du gouvernement italien des mesures énergiques contre la mafia. Une délégation de trois veuves, dont les époux ont été assassinés par des mafiosi, se rendra prochainement chez le président Sandro Pertini pour déposer cette pétition, qui a été lancée par différentes organisations de gauche, dont l'Union des femmes italiennes, proche du Parti communiste. C'est la première fois qu'une initiative aussi large est lancée dans le sud de l'Italie contre la mafia à laquelle on attribue 150 morts, rien que pour 1980. — (ap-afp)

24.4.81

Egypte

L'association internationale des juristes démocrates dénonce « la répression et la violation des droits de l'homme »

L'Association internationale des juristes démocrates et le Rassemblement des patriotes égyptiens à l'étranger (1) ont tenu, mercredi 3 juin, à Paris, une conférence de presse sur « *la répression et la violation des droits de l'homme en Egypte* ». Me Régis de Castelnau, qui a effectué une mission, en avril, dans ce pays, en compagnie de MM. Ramsay Clark, ancien ministre américain de la justice, et Jeremy Smith, juriste britannique, tous trois étant mandaté par l'A.I.J.D., a expliqué comment la Constitution libérale de 1971 est tournée par une série de lois et de décrets.

La plupart de ces lois qualifiées de « *scélérates* » par les patriotes égyptiens, ont été adoptées après la signature des accords de Camp David, en janvier 1977. Elles concernent, entre autres, les partis politiques (loi 40 de 1977), la paix sociale (loi 33 de 1978), les cours de sûreté et l'organisation de la presse (1980), etc. « *Cet arsenal juridique antidémocratique a été couronné par la loi sur la protection des valeurs morales* », ont précisé les orateurs, parmi lesquels figuraient l'écrivain Mahmoud Amin el Alem et M. Joe Nordmann.

Des conditions de détention effroyables

Cette loi place les juridictions de répression sous l'autorité de l'exécutif et le président de la cour des valeurs morales peut interdire à un citoyen de quitter le pays ou l'obliger à résider, pour une durée de cinq ans, dans une zone qui lui est assignée. En outre, a précisé Me de Castelnau, le procureur de la République « *peut faire incarcérer qui bon lui semble pour une période de quarante-cinq jours renouvelable quatre fois, soit six mois, libérer l'intéressé vingt-quatre heures et recommencer, sans le faire juger* ».

L'avocat a, d'autre part, établi un tableau d'où il ressort que sur six cent quatre-vingt-dix-huit personnes arrêtées entre 1974 et 1977 à la demande des services d'investigation de la sécurité de l'Etat, cinq cent quatre (72 %) ont été jugées non coupables, ce qui prouve l'indépendance et le courage des juges mais illustre la politique d'intimidation pratiquée par le pouvoir à l'encontre des opposants et même des personnes simplement soupçonnées de l'être.

Me de Castelnau a également évoqué le cas de soixante et onze personnes incarcérées à la prison de la Citadelle, officiellement supprimée mais rouverte illégalement et placée sous l'autorité militaire. Les conditions y sont effroyables, le bâtiment n'ayant ni l'eau ni l'électricité. De nombreuses personnes s'y trouvent depuis des années sans être jugées.

Mlle Anne-Marie Dye, étudiante française expulsée d'Egypte le 21 mai — ainsi que M. Jean-François Durand — après avoir été incarcérée pour avoir hébergé le poète égyptien Ahmed Fouad Negm, dont on est sans nouvelles (*le Monde* des 19 et 23 mai), a longuement exposé les sévices qui ont été infligés dans cette prison par les dénommés Tarek et Adam et le général Fahad. Elle a précisé que sa cellule se trouvait en face de la salle de tortures où elle entendait toutes les nuits les hurlements des détenus interrogés.

P. B.

(1) Ils animent notamment le Centre d'études sur les droits de l'homme en Egypte (8, rue Castex, 75004 Paris), qui a publié une série de documents sur les restrictions apportées aux libertés fondamentales.

Le Monde 5.6.81

Enfants en danger

Selon une enquête de l'OMS (Organisation mondiale de la santé), 21 millions d'enfants ont vu le jour dans le monde, en 1979, avec un poids insuffisant à la naissance (moins de 2,5 kilos). Inquiétant lorsqu'on sait que ces 21 millions d'enfants représentaient 17% de toutes les naissances vivantes enregistrées (un enfant sur six). Comme on peut s'en douter, c'est évidemment dans les pays du tiers monde que se recense la majorité des cas (19 millions), certaines régions d'Asie détenant même de tristes records (un enfant sur deux), alors que le rapport est de un à dix-sept en Europe. Les raisons de cette insuffisance pondérale sont connues: santé déficiente et mauvais état nutritionnel de la mère. Les conséquences pour l'enfant aussi. A court terme: troubles respiratoires et une susceptibilité accrue à la maladie en général. A plus long terme: affections du système nerveux, troubles auditifs et visuels, arriération mentale. La plupart des pays du tiers monde ne disposant pas des ressources économiques et technologiques pour assurer une vie plus ou moins normale à ces enfants, le seul remède proposé par l'OMS consiste à réduire la fréquence des cas, en attaquant le mal à la racine. Au moyen de programmes sanitaires et de politiques sociales concertées que l'OMS, de son propre aveu, n'est pas en mesure actuellement de mettre sur pied. Inquiétant, non?

Construire 20.5.81 D. T.

CORNE DE L'AFRIQUE : le cauchemar de la faim



Somalie, Ogaden, Erythrée, autant de terres de désolation où des millions d'êtres humains minés par la faim, la soif et la maladie ont perdu jusqu'à l'espérance de survivre.
Il ne faut pas s'habituer aux chiffres régulièrement cités de réfugiés mourant de faim, c'est une réalité due non seulement à la sécheresse mais aussi à la guerre, pour qui, pourquoi, ils ne le savent même pas ou ils ne le savent plus. Et pourtant, ils continuent de fuir les uns l'Ogaden, les autres l'Erythrée. Les uns et les autres fuient la menace éthiopienne aussi bien que la sécheresse.
Si la guerre de l'Ogaden sommeille, celle de l'Erythrée est toujours présente et peut reprendre vigueur d'un jour à l'autre, ne fut-ce que pour créer une diversion.
Aux dernières nouvelles la pluie a transformé l'Ogaden en un immense bourbier au point que plusieurs camps où sont regroupés 60.000 réfugiés sont coupés de toute communication et ne peuvent plus être ravitaillés sauf par quelques canots pneumatiques prolongeant la seule piste encore accessible aux camions...
Quand l'horreur dépasse la fiction.

Demain le Monde 28.5.81

Afghanistan

LA TÉLÉVISION SOVIÉTIQUE PRÉSENTE UN FILM SOULIGNANT LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LA « NORMALISATION ».

Moscou *(A.F.P.)*. — Pour le Kremlin, l'Afghanistan n'est pas une affaire classée et, samedi 6 juin, la télévision soviétique a évoqué pendant une heure « *les effroyables conséquences de la guerre* » dans ce pays.

Si, pendant des mois, Moscou a tenté de donner une image rassurante de la situation à Kaboul, démentant les informations occidentales sur la résistance au régime prosoviétique de M. Karmal, une thèse toute différente a été présentée cette fois aux téléspectateurs.

Des hôpitaux et des écoles détruits, des routes et des ponts minés, une mère en tchador, pleurant devant la tombe de son fils « *abattu par les bandits* », un misérable cimetière dans le désert où reposent 800 victimes de la « *contre-révolution* » : l'Afghanistan n'est pas sur le chemin de la normalisation, à en croire le reportage, qui dénonce « *la guerre non déclarée contre Kaboul par les mercenaires entraînés au Pakistan* ».

Pour faire valoir cette idée — et indirectement celle de la nécessité du maintien des troupes soviétiques en Afghanistan — la télévision a présenté des images-chocs, généralement bannies sur les petits écrans en U.R.S.S. : cadavres mutilés, photos de massacres ou préparation de l'exécution collective par des « *mercenaires* » de « *paysans ayant accepté les terres distribuées par la révolution* ».

L'analyse de la situation n'a pas varié depuis l'intervention soviétique à Kaboul, en décembre 1970.

Monde 9.6.81

Alsace

Des manifestants français et allemands se sont rassemblés contre les projets nucléaires

De notre correspondant

Mulhouse. — Les trois ponts de Neuf-Brisach, de Chalampé et de Marckolsheim, reliant l'Allemagne à l'Alsace, ont été bloqués samedi 6 juin par trois escadrons de gendarmes mobiles, qui ont empêché plusieurs centaines d'écologistes allemands de se rendre à Colmar (Haut-Rhin), où ils devaient participer à un rassemblement anti-nucléaire. C'est au pont de Neuf-Brisach que la tension a été la plus vive. Pendant près de sept heures, écologistes badois venus pour la plupart à bicyclette et gendarmes prêts à intervenir avec casques, boucliers et lance-grenades se sont fait face. La manifestation a même pris des tournures cocasses lorsque certains anti-nucléaires d'outre-Rhin n'hésitèrent pas à baisser culotte devant les forces de l'ordre.

Vers 19 heures, le dispositif policier fut levé et les écologistes étrangers, au nombre de six cents environ, avec lesquels une centaine de manifestants alsaciens avaient tenté de faire la jonction, purent enfin pénétrer en France. Après une nuit passée sur un terrain proche de Nambsheim, les manifestants ont sillonné en vélo la campagne autour de Fessenheim, pour « *mettre l'accent sur les risques liés à la centrale nucléaire française, où les incidents se succèdent à un rythme inquiétant* ». Les représentants du comité alsacien « Stop-Fessenheim » ont exprimé leur indignation face à l'attitude dure des autorités françaises : « *Dans ce pays des trois frontières, il n'y a pas d'un côté du Rhin des gens que le nucléaire concerne et de l'autre des gens qui ne sont pas concernés. Nous sommes tous dans le même bain. Alors, malgré le cordon des forces de police, il faut stopper Fessenheim.* »

« *Ecologie et survie* », de son côté, « *élève une vigoureuse protestation contr el'attitude gouvernementale qui montre que, dans ce domaine, rien n'a vraiment changé. Les forces de l'ordre socialistes ont le même visage que les forces de l'ordre giscardiennes.* »

L'action menée contre la centrale de Fessenheim s'est poursuivie dimanche en pays de Bade devant la base aérienne de l'OTAN, à Bremgarten. Plus de deux mille écologistes allemands, suisses et français ont manifesté contre la prolifération des armes atomiques, les centrales nucléaires et le stockage des déchets à l'usine de retraitement de La Hague.

BERNARD LEDERER.

Monde 9.6.81

AU JOUR LE JOUR

Surplus

Quand on songe que les dépenses militaires dans le monde s'élèvent par minute à un million de dollars, c'est-à-dire à plus de cinq millions et demi de francs, la querelle entre le C.N.P.F. et le gouvernement pour savoir si le relèvement de 10 % du SMIC coûtera cinq ou soixante milliards de francs a quelque chose de dérisoire.

Car, enfin, ce petit surplus pour les plus défavorisés ne représente jamais, selon l'estimation choisie, que l'économie qui serait faite si le monde se montrait raisonnable sur le plan guerrier pendant un peu plus d'une demi-journée ou un peu moins d'une huitaine de jours.

MICHEL CASTE.

M. 6.6.81

AU JOUR LE JOUR

Conséquent

Après les mesures en faveur des immigrés et la grâce d'un condamné à mort, voici que l'on suspend les projets de Plogoff et du Larzac !

Les conséquences de ces actes sont incalculables : si les hommes politiques, une fois élus, se mettent à tenir leurs promesses électorales, où va-t-on ?

HENRI MONTANT.

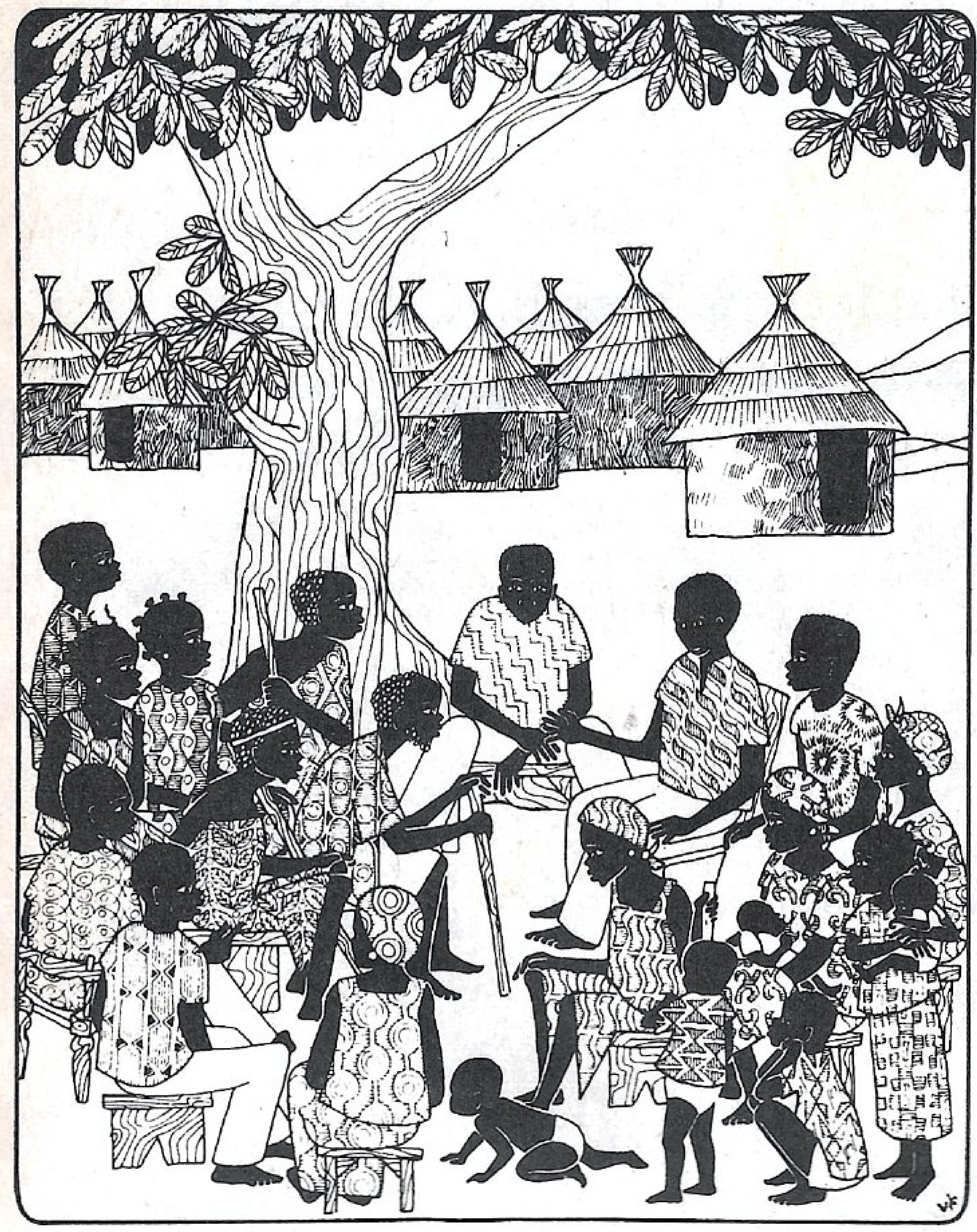
Monde 6.6.81

El Salvador

- RADIO-VATICAN A ANNONCE QUE PLUS DE HUIT MILLE PERSONNES ONT ETE TUEES durant les cinq premiers mois de l'année en raison du violent conflit politique qui déchire le Salvador. Dans une émission diffusée le mercredi 10 juin, la station précise qu'un millier de ces victimes ont péri parce qu'elles n'avaient pas respecté le couvre-feu. — *(Reuter.)*
- LA BATAILLE DU VOLCAN CHICONTEPEC, qui oppose environ 800 guérilleros à 1 500 soldats, aurait fait 225 morts parmi les rebelles, et 14 parmi les forces de l'ordre, ont assuré, le mercredi 10 juin, des sources militaires. Selon des émissions de radio diffusées par l'opposition sur l'émetteur de La Havane, les pertes gouvernementales seraient plus élevées. Engagée il y a une semaine par les forces officielles, la lutte pour la prise du contrôle de cette zone névralgique du pays, située à une quarantaine de kilomètres de la capitale, près de la ville de San-Vicente, est la plus dure de celles qui ont opposé les deux camps depuis l'insurrection de janvier. — *(A.P.)*

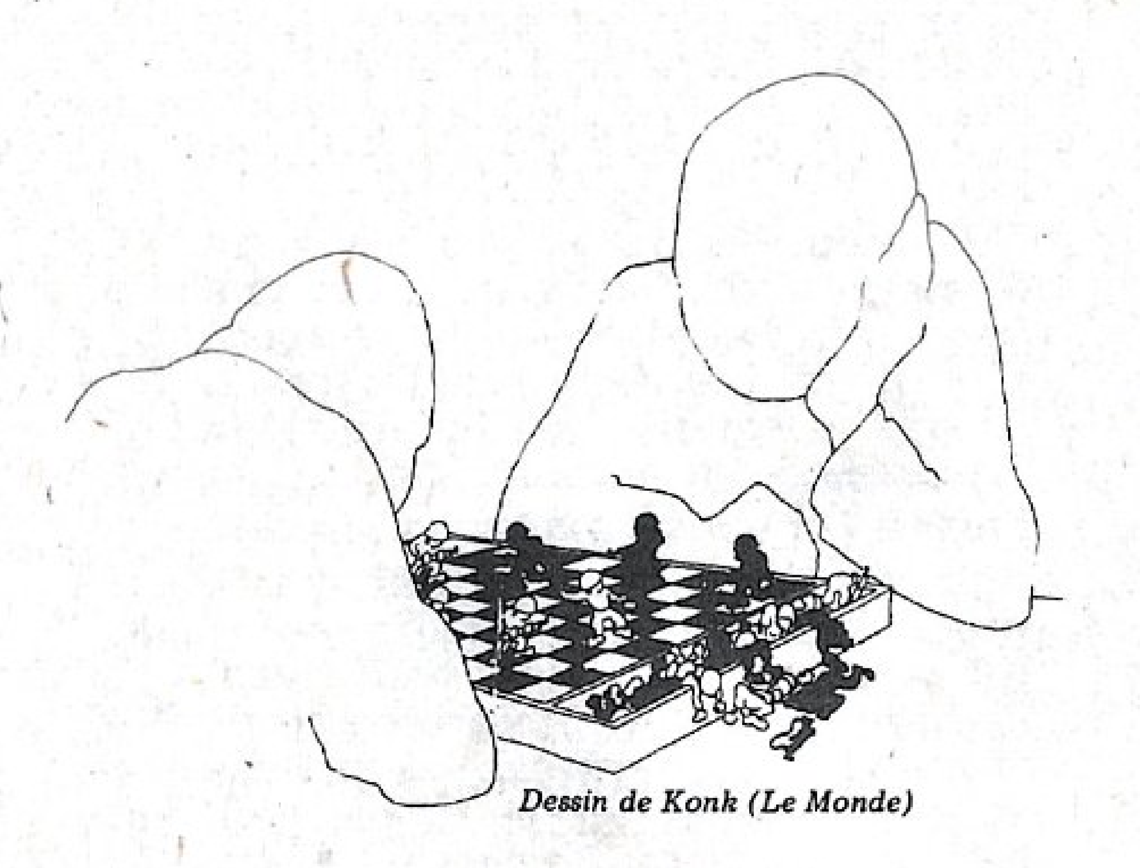
Monde 12.6.81

Propositions de lecture...



*La revue **Construire ensemble** du Centre d'études économiques et sociales d'Afrique occidentale (CESAO – BP 305, Bobo-Dioulasso, Haute-Volta) a titré son dernier numéro « La parole aux femmes rurales ». Pour sortir des sentiers battus, le CESAO y livre surtout les éléments qu'il a pu recueillir en écoutant les femmes elles-mêmes. On y trouvera des articles sur le problème de l'alimentation, sur les paysannes, sur la formation des animatrices, sur les activités économiques traditionnelles des femmes ainsi que sur des expériences et des témoignages des groupements à la base.*

le chrétien face à la course aux armements



Dessin de Konk (Le Monde)

par philippe de briey

un dossier du MIR-IRG

Janvier 1980/Numéro hors série de Nonviolence et Société/Prix: 60 FB

CHANGER LE MONDE — UNE TÂCHE POUR L'ÉGLISE
par Vincent Cosmao
Cerf, 1979, Paris, 190 p.

Sur l'échec de la « doctrine sociale » de l'Eglise, tout a été dit. La transformation *effective* des rapports sociaux et l'émergence d'un sous-développement affectant les deux tiers de l'humanité sont considérées comme l'un des tests de l'inefficacité des chrétiens face aux mutations gigantesques qui secouent, épuisent et révoltent l'hémisphère Sud.

Directeur du Centre Lebret à Paris, Vincent Cosmao suggérait dès 1967, à la suite de l'encyclique « Populorum progressio », d'édifier une « théologie du développement » dans le sens d'une « interprétation de la vie de foi *à partir* de sa réalisation dans une pratique de développement ». Autrement dit, il s'agissait de promouvoir une démarche inverse du discours *sur* le développement qui constitue la « doctrine sociale » traditionnelle.

Le Père Cosmao propose ici l'ébauche de sa méthode. Après une analyse du sous-développement, qu'introduit la question de l'instauration d'un nouvel ordre économique international, il se demande *quel rôle* l'Eglise *peut* et *doit* jouer dans les transformations mondiales. En confrontant ensuite les pratiques passées du christianisme, avec leurs ombres et leurs lumières, aux exigences actuelles du développement, Vincent Cosmao se risque à des « concepts opératoires », à des propositions théologiques capables d'orienter les engagements de l'Eglise. « Appréhender la réalité sociale et agir sur elle »: ces deux modes d'intervention sont l'écho des invitations bibliques faites à l'homme de se soumettre la création, sa nature et ses organisations. Les tâches du développement vont bien au-delà des pieuses intentions. Elles sont la conséquence radicale de la vocation humaine: « se faire exister à l'image et ressemblance de Dieu ».

Albert Longchamp

nous signalons la parution d'un résumé, réalisé par P. Bezin, qui reprend en 32 pages (comportant chacune 1 thèse) l'essentiel de l'ouvrage.

Si certaines pages sont un peu tassées dans leur présentation, une introduction et la mise en évidence de chaque thèse permettent une utilisation très aisée.

Un instrument aussi nécessaire qu'accessible pour tous les chrétiens en recherche.

CHRÉTIENS DU NICARAGUA — L'ÉVANGILE EN RÉVOLUTION
par Ernesto Cardenal
Ed. Karthala, 22-24, bd. Arrago, 75013 Paris, 1980, 214 p.

Avec ce livre, saluons d'abord un nouvel éditeur qui n'a pas froid aux yeux! En nous proposant un programme de publications où la parole est largement donnée au tiers-monde, il n'a pas cédé à la facilité. Mais il répond à une nécessité. De telles voix doivent être entendues. Même si elles surprennent nos oreilles occidentales, subtiles et policées.

Un bel exemple de surprise nous est réservé dans ces pages écrites par Ernesto Cardenal, prêtre, poète, et actuel ministre nicaraguayen de la Culture. L'auteur, en fait, restitue des « partages d'Evangile » vécus au sein de groupes paysans. Enfin la Bonne Nouvelle arrachée aux savants et rendue aux plus humbles, avec leur langage, leurs préoccupations concrètes, leur espérance bien à eux! Les exégètes patentés bondiront. Dieu retrouvera les siens. Voyez plutôt. Commentaire de la parabole du serviteur qui devait dix mille talents, dont le maître remet la dette, mais qui refuse de pardonner à l'un de ses compagnons (Matthieu 18, 23-25):

Laureano (membre d'un groupe): « Cet évangile est une connerie ! »

Les autres: « Pourquoi ? »

Laureano: « Moi, dans cet évangile, je ne trouve rien qui soit une condamnation de l'injustice ».

Armando: « L'homme qui n'a pas voulu pardonner, celui qui devait des millions, en réalité il commettait une injustice ».

Alejando: « Nous les pauvres, nous devons nous pardonner les uns les autres. Si nous ne le faisons pas, nous ne sommes pas de bons révolutionnaires »[1].

Le 19 juillet 1979, le Nicaragua renversait le régime de Somoza. Au lendemain de la victoire, tandis que la foule réclamait la tête des « collaborateurs » du dictateur déchu, Thomas Borge, ministre de l'Intérieur, intervint: « Cette révolution nous l'avons faite pour qu'au Nicaragua il n'y ait plus d'assassinat ni de torture... Notre plus grande vengeance sera le pardon. »

J'appelle cela vivre l'Evangile.

Albert Longchamp

[1] J'ai simplifié ici un dialogue beaucoup plus développé dans le texte.

TRACES DANS LA NUIT

Vies d'enfants et d'adolescents de 8 pays : Afrique du Sud, Ouganda, Iran, Bangladesh, Perou, Brésil, Etats-Unis et Suisse.

Que sait-on de la vie quotidienne des enfants et des jeunes du Tiers Monde, au-delà des clichés habituels : petits Noirs nus à ventres ballonnés, Asiatiques souriants groupés devant le photographe, ou gosses latino-américains jouant au football sur les terrains vagues ? Images rassurantes, images de gosses au soleil, pauvres certes, mais tellement plus libres que les enfants d'Occident; gosses heureux en fin de compte.

Au-delà des clichés commodes, ce livre s'adresse aux adolescents (et adultes). Une introduction précède chaque histoire, donnant un aperçu de la situation du pays où se déroule le récit.

Format 14,8 cm x 20 cm
256 pages + 28 p. ill.

Déclaration de Berne

DOSSIER REPRIS PAR
INTERROGATION - JUIN 1981

ACTION "LA FAIM EST UN SCANDALE !"

Le gaspillage des matières premières, de l'énergie, l'érosion des sols, la pollution des eaux ... une fatalité ?

Les pesticides dans les salades, les hormones dans le veau, les nitrates dans les cervelas, le mercure dans les poissons ... une fatalité ?

La faim dans le monde ... une fatalité ?

Non, la faim n'est pas une fatalité, elle est un scandale: des paysans, dans le Tiers-Monde, mal payés, écrasés, produisent à vil prix du coton, des arachides, du café, des ananas pour ceux qui ont le pouvoir d'acheter. Quelques privilégiés (élites locales, compagnies occidentales, soutenues par leur gouvernement) exercent une mainmise croissante sur l'ensemble des ressources nationales. La majorité des paysans ne peuvent disposer librement de leurs terres pour produire pour eux-mêmes, pour les populations locales. Nous devons donc aider les populations de la faim à retrouver le contrôle de leurs ressources alimentaires en luttant chez nous contre les forces qui s'y opposent.

L'écologie sacrifiée, la santé méprisée sont les conséquences logiques du même processus. Lorsque seuls comptent le profit et la rentabilité, peu importent les conditions des travailleurs, l'érosion des sols, la pollution, l'utilisation de produits chimiques sans discernement.

Pourtant le consommateur a le pouvoir d'influencer la situation.

JUSTICE

Chaque produit que nous achetons doit être produit dans des conditions sociales équitables. Cela signifie que celui qui l'a fourni doit être payé correctement et pouvoir travailler dans des conditions favorables à son propre développement.

ECOLOGIE

Chaque produit que nous achetons doit être produit et distribué en utilisant le moins possible d'énergie non-renouvelable et participer de manière positive au système écologique (éco-système), par exemple, ne pas provoquer l'érosion ou l'appauvrissement du sol.



SANTE

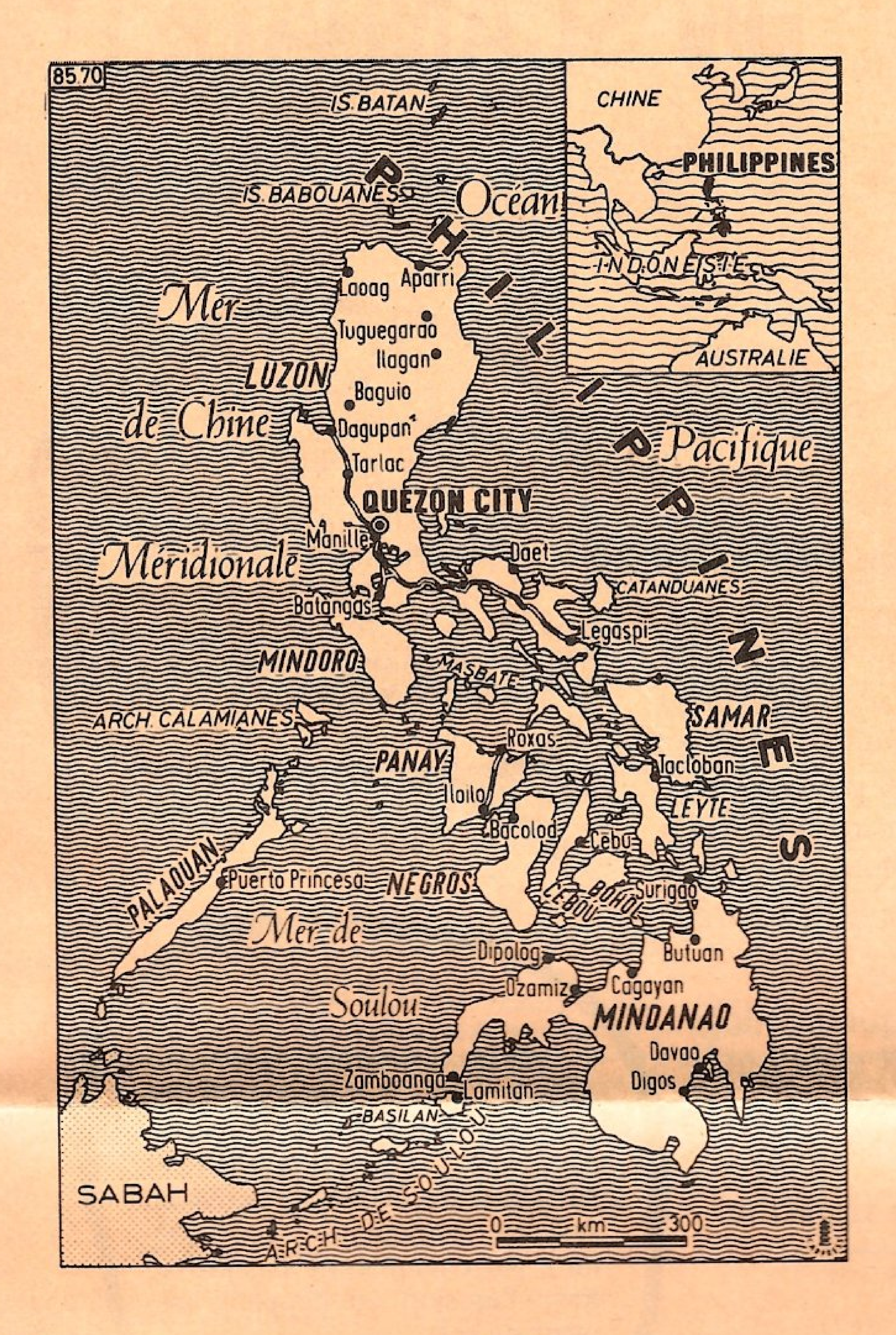
Chaque produit alimentaire devrait être le plus possible propre à la consommation, c'est-à-dire contenir le moins possible de pesticides ou d'autres agents perturbateurs, et correspondre aux besoins alimentaires de la population.

SAVOIR ACHETER

Savoir acheter en tenant compte de ces principes et en réclamant leur application.

LA FAIM EST U

UN CAS EXEMPLAIRE: LES



POURQUOI LES ANANAS DES PHILIPPINES ?

Depuis de nombreuses annés, des paysans philippins luttent pour plus de justice, pour pouvoir utiliser leurs terres à nourrir d'abord les Philippins, dont les 70 o/o sont sous-alimentés. C'est pour répondre à leur appel que nous demandons aujourd'hui à Migros et à Coop de renoncer à mettre en vente les ananas en provenance des Philippines, dont deux multinationales américaines, Del Monte et Castle & Cooke (Dole), contrôlent l'exportation. Les témoignages de la page suivante permettent de comprendre les conditions de vie des paysans philippins et les raisons qui les poussent à réclamer plus de justice.

Le régime du Président Marcos a imposé au peuple, par la loi martiale, un développement basé sur les capitaux étrangers. En dix ans, les Philippines sont devenues les plus gros exportateurs d'ananas du monde. Les ressources naturelles, humaines, techniques et financières sont mises au service des exportations, au détriment de la sécurité alimentaire de la population. Ainsi, plus de 50 o/o des terres cultivées de l'Ile de Mindanao, la plus grande et la plus fertile, sont utilisées pour les cultures d'exportation, qui profitent surtout aux sociétés occidentales qui contrôlent le marché et qui soutiennent activement la dictature répressive du Président Marcos.





QUE FAIRE ?

Si nous le voulons, nous pouvons participer à la lutte contre la faim. Pour le démontrer, nous avons choisi les

ANANAS *DEL MONTE et DOLE*

produits au PHILIPPINES
Ces ananas sont vendus par
Coop et Migros.

Nous devons ensemble et publiquement demander à Coop et Migros de renoncer à vendre des produits qui ne répondent manifestement pas au critère de JUSTICE.

Pour cela, nous devons être nombreux à le demander. SIGNEZ et FAITES SIGNER la carte ci-dessous (que l'on peut commander en quantité à la Déclaration de Berne). Nous pouvons aussi renoncer à l'achat de ces ananas.

RECOLTE DE SIGNATURES

Lors de mes achats, je veux être particulièrement attentif aux trois critères suivants :

JUSTICE - ECOLOGIE - SANTE

Les produits achetés doivent :
- être produits dans des conditions de JUSTICE (rémunération, salaires, liberté des ouvriers, absence de répression contre les syndicats, etc.);
- ne pas nuire à l'environnement (gaspillage d'énergie, de matières premières non renouvelables, etc.) : ECOLOGIE
- ne pas nuire à notre SANTE (hormones, antibiotiques, pesticides, etc.).

Pour ces raisons, j'appuie les revendications suivantes adressées aux grossistes :
- je demande la déclaration des pays d'origine et des renseignements concernant les conditions de production;
- je demande que les grossistes retirent de la vente les produits qui ne correspondent manifestement pas aux critères énoncés : JUSTICE - ECOLOGIE - SANTE.

UN SCANDALE !

ANANAS DES PHILIPPINES.

ECOLOGIE MEPRISEE

Del Monte et Castle & Cooke (Dole) modifient profondément la nature du sol par l'emploi massif et continu d'engrais et de pesticides. Ces substances chimiques passent par les canaux d'irrigation que les indigènes doivent utiliser comme eau potable, mais qui détruisent aussi le milieu de vie des poissons, des crustacés et les coquillages, privant ainsi des centaines de familles d'un apport alimentaire essentiel.

L'ananas a remplacé des arbres et des plantes dont les racines retenaient le sol et accumulaient l'eau. L'ananas, nouvellement implanté, n'a pas de racines, ce qui cause des inondations qui dévastent les champs des petits paysans aux alentours.

Face à cette situation, il faudrait:

1. arrêter l'expansion des grandes entreprises qui ne font que causer du tort aux défavorisés;
2. obtenir la création de syndicats libres pour négocier les conditions de travail;
3. limiter sérieusement l'usage de produits chimiques, qui ont des effets nocifs sur l'homme et la nature.

PAYSANS ECRASES
UN TEMOIGNAGE:

Famille Scarlan: couple avec quatre enfants. Le mari travaille chez Dole. Il charge des sacs d'engrais pendant 10 heures pour 1,31 peso de l'heure (35 cts). Parfois il y a des heures supplémentaires, parfois pas de travail. Il rapporte une paie d'environ 450 pesos (113 Fr.S.), toute indemnité comprise, alors que le Ministère de l'Economie calcule le coût de la vie minimum pour une famille de six personnes à 1350 pesos par mois (337 Fr.S.). La famille ne reçoit donc qu'un tiers du salaire minimum nécessaire.

La famille habite une hutte de bambou, d'une seule pièce. Avec les 450 pesos mensuels (113 Fr.S.), les Scarlan achètent du riz, du poisson, un peu de lait pour les enfants, et le strict nécessaire pour le ménage et les habits. Le salaire ne suffit pas. Ils ont des dettes auprès de tous les magasins d'alimentation de Polomok.

Les chefs ont le bus gratuit pour leurs achats en ville, les ouvriers paient.

Dolefil a construit quelques baraquements pour 2 o/o des ouvriers. Les autres font ce qu'ils peuvent et paient jusqu'à 50 pesos par mois une chambre dans un slum, tandis que les cadres et directeurs ont de grandes villas sur la colline avec gazon, golf, tennis, piscine, restaurant et écoles; ils paient 6 francs par mois pour l'écolage et 33 francs pour le loyer, électricité et eau comprise: "Dole subventionne".

Les ouvriers n'ont pas d'électricité et l'eau est à la pompe voisine.

Alix Scarlan (le père) se lève à 4 heures du matin. Sa femme lui prépare le repas et il rejoint ensuite le camion à un kilomètre de chez lui, camion qui l'emmènera avec les autres travailleurs à la fabrique. De là, les ouvriers des champs sont transportés à leurs postes de travail. Quand il y a beaucoup de travail, les heures supplémentaires et le travail dominical sont obligatoires. *"Nous travaillons sur une base de 7 jours par semaine"* dit M. Wolford, le "General Manager".

J'ai été informé du fait que les ananas DEL MONTE et DOLE en provenance des Philipines, sont produits dans des conditions de travail inadmissibles. Je demande donc à la DECLARATION DE BERNE de lancer un appel à ne plus acheter ces ananas, au cas où les grossistes et les grandes surfaces ne les retireraient pas du marché.

Date : *Signature :*

Je suis principalement client chez : Coop Migros Denner Usego Familia Autres

Je suis coopérateur de : Migros Coop

A retourner le plus rapidement possible à la DECLARATION DE BERNE - *Case postale 97 - 1000 LAUSANNE 9, qui s'engage à en faire un usage strictement confidentiel. Toute personne domiciliée en Suisse peut signer, qu'elle soit jeune ou adulte, suisse ou étrangère.*

Nom : Prénom :
Adresse : No postal : Localité :

DEROULEMENT DE L'ACTION "LA FAIM EST UN SCANDALE"

L'action coordonnée par la Déclaration de Berne a, en fait, commencé voici plusieurs mois. Des groupes se sont soigneusement préparés en s'informant sur les causes de la faim (livres, montages, etc.), en créant du matériel pédagogique (jeu du supermarché mondial, affiche des huit mythes de la faim, etc.). L'action se poursuivra encore plusieurs années car il s'agit de lutter efficacement contre les causes de la faim.

Dans l'immédiat, l'action comporte quatre volets:



S'INFORMER – INFORMER

- en lisant et en diffusant le numéro spécial de SOLIDAIRE, mai 81/no 54: Action "la faim est un scandale";
- en lisant et en diffusant le matériel indiqué sur la carte ci-jointe sur les causes de la faim;
- en organisant des soirées avec présentation d'un film ou de montages audio-visuels. Ces soirées peuvent être organisées en collaboration avec des consommatrices, des paysans, des écologistes ...
- en organisant des repas répondant aux trois critères du slogan;
- en discutant avec son entourage;
- en expliquant le slogan et diffusant les sacs de jute;
- en achetant avec discernement ...



CONNAITRE, FAIRE CONNAITRE ET APPLIQUER LE SLOGAN: "JUSTICE – ECOLOGIE – SANTE".

Les produits que nous consommons doivent:
- profiter au producteur (revenus, conditions de travail);
- servir le consommateur (sa santé, son plaisir);
- préserver les ressources de la planète pour les générations futures (écologie).



50.000 SACS DE JUTE EN VENTE EN SUISSE ROMANDE

Le sac de jute veut être l'expression positive de notre action: il correspond bien au slogan:

JUSTICE – SANTE – ECOLOGIE.

En effet, ces sacs viennent du Bangladesh où ils sont produits à domicile par des centaines de femmes pauvres qui se sont organisées en coopérative.

Le revenu tiré de leur travail est partagé entre tous les membres de la coopérative, qui vend ces sacs à une centrale, JUTE WORKS, sans but lucratif. Une partie du revenu est épargné pour développer d'autres activités leur permettant de travailler aussi pour leurs propres besoins: agriculture, poterie, etc.

S'ils étaient fabriqués industriellement, ces sacs, actuellement faits main, procureraient beaucoup moins de places de travail.

Par ailleurs, la production de ces sacs, biodégradables, ne nécessite pas de produits chimiques et ainsi ne nuit pas à l'environnement.

Mais ce qu'il y a de plus important c'est que ce sont les femmes elles-mêmes qui décident de la production des sacs, de la quantité, et de la répartition du travail.



DECOMPOSITION DU PRIX DU SAC

Production et impression sur deux faces, transport, impôts	Fr. 1.78
Marge de la centrale d'importation OS3	–.10
Variation des taux de change*	0.19
Marge des groupes	0.20
Matériel d'information	0.25
Stockage, administration	0.28
Frais de l'action "La faim est un scandale"	0.20
	Fr. 3.––

**Si ce montant n'est pas utilisé, il sera remis à des projets de développement au Bangladesh.*



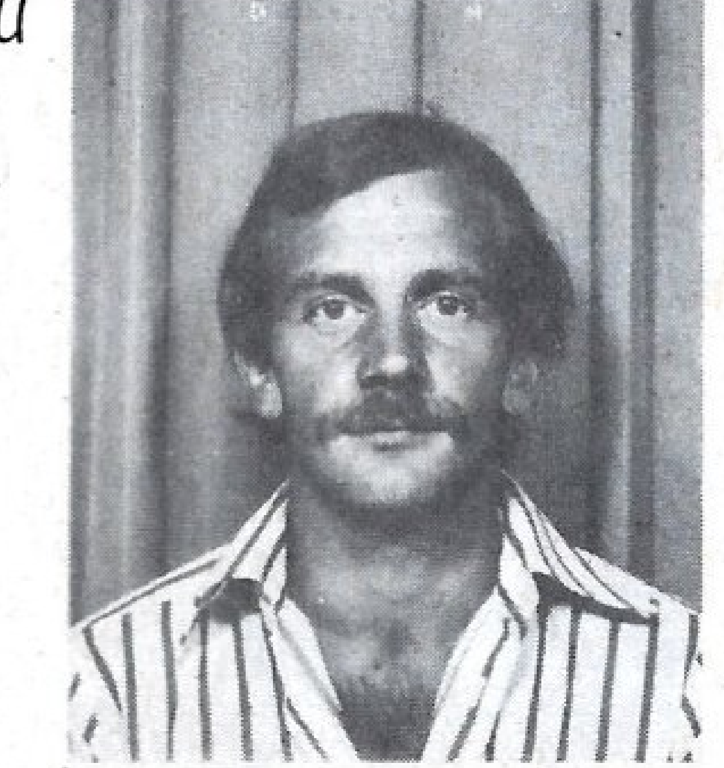


SIGNER ET FAIRE SIGNER LA CARTE CI-DEVANT



ils sont partis...

Le 8 juin 1981, Brigitte CHEVALLEY, de Genève, a rejoint le diocèse de AYAVIRI, au PEROU.
Educatrice, Brigitte accompagnera les jeunes de son secteur de travail et se préoccupera de la formation d'animateurs. Son adr. : Prélature d'AYARIRI - Apartado 102
AYAVIRI - Puno - PEROU



Le 16 juin 1981, Christian BOSSON, de Lausanne, agrotechnicien tropical, qui travaillera au service de Caritas Madagascar.
Christian secondera l'équipe qui coordonne certaines activités socio-économiques de l'Ile, spécialement dans le domaine de l'agriculture. Il accompagnera les responsables des petits projets locaux.
Son adresse : Caritas Madagascar
Lot IV-G 199 Antanima TANANARIVE - MADAGASCAR

retours au pays:

Depuis quelques mois déjà, Michel RHEME, coordinateur pendant 3 ans de FSF et d'INTERTEAM, pour les volontaires de ces deux mouvements au Cameroun et au Tchad. Michel a ainsi permis, sur place, de suivre de près la vie et le travail des volontaires comme aussi l'évolution des projets. Son expérience nous paraît concluante et nous le remercions chaleureusement pour le service rendu à tous !
Son adresse actuelle : 22, Quai du Cheval Blanc - 1227 GENEVE

Jacques VEUTHEY, électricien, à N'Zérékoré, en Guinée, a assuré durant 2 ½ ans l'encadrement technique de l'atelier mécanique d'entretien pour les machines et véhicules des différents ateliers. Il a aussi participé à la formation d'apprentis et d'homologues dans le domaine de la mécanique et de l'électricité.
Son adresse : 9, Rue du Chanoine Broquet - 1890 ST-MAURICE.

Michel GUIGOZ, menuisier , également à N'Zérékoré, en Guinée. Comme son compagnon valaisan Jacques, durant le même temps écoulé dans ce diocèse de Guinée, Michel avait un travail d'éducateur et de conseiller dans tout ce qui avait trait au travail du bois (coupe, scierie, menuiserie). Il s'occupait également de la formation d'apprentis.
Son adresse : 1931 CHAMPSEC - BAGNES / VS

naissances:

- *CATHERINE, le 12 mai 1981, au foyer de Agnès et André JENNY-MINGUELY Av. Bourgknecht 16 - 1700 FRIBOURG*
- *CELINE, le 7 mai 1981, à LIMA/PEROU, au foyer de Christine et de Jean-Luc PITTET-GIACOBINO. Adr.: Chancy 750, Apartado 10226 LIMA 1 / PEROU*
- *VERONIQUE ISALINE, le 7 juin 1981, au foyer de Marylène et Charles FAUGERE-FAVRE Av. Edouard Rod 1 - 1007 LAUSANNE*

décès

+ M. Henri ARTS qui a passé 48 ans en Afrique et qui avait épousé une volontaire FSF : Laurette PITTELOUD, elle-même décédée, nous a quitté le 17 mai 1981.
Adresse de son épouse : Mme A. COLLENBERG, 13, Mayor Vautier, CLARENS

+ M. Alphonse CRETTON, père de Mme Hélène LEGEARD-CRETTON, à TORIGNY-SUR-VIRE / FRANCE

UNE COOPERATIVE D'ACHAT ET D'ECHANGE

Trouver l'occasion d'acheter des denrées ensemble pour éviter certains circuits (donc ne pas acheter n'importe quoi) peut être s'en tirer mieux et assurer pour d'autres l'écoulement de leur production, par exemple pour des produits biologiques ou moins empoisonnés.

Pour l'instant, notre première démarche : la lessive non polluante "LOMA 7" ou "LE CHAT". Rien de bien nouveau, mais il faut s'y mettre !

A disposition chez : Claire-Lise RUSS, à PENTHEREAZ.

LES ECHANGES : Nous avons, vous avez certainement des choses entreposées qui sont inutilisées et qui rendraient grand service à d'autres.

Comment les mettre à disposition, les demander ... fauteuil, lit d'enfant, vélo, armoire, youpala, etc....

* *ON OFFRE* : *1 CUISINIERE ELECTRIQUE*
  1 FOURNEAU A MAZOUT
  1 BUREAU METALLIQUE, à 3 tiroirs

* *ON CHERCHE* : *1 TABLE DE CUISINE, si possible ronde*
  1 PETIT POSTE TV, noir-blanc

Si vous avez des propositions pour la coopérative d'achat ou d'échange à acquérir ou à proposer : La centralisation : COOP D'ACHAT ET D'ECHANGE GVOM
Hélène RAMSEYER
Indiennes 10 - 2074 MARIN / NE

UN GROUPE "FRIC"

Nous avons constitué un groupe "FRIC" permettant aux gens qui ont de l'argent de le mettre à disposition de ceux qui en ont besoin, de manière temporaire et sans intérêt.

Nous souhaitons que les 3 ou 4 réunions qui auront lieu par année regroupent autant ceux qui mettent à disposition que ceux qui utilisent ...

Prochaine séance : LE 4 OCTOBRE 1981, A NEUCHATEL

Renseignements : Jean-Luc BOREL - Gartenstrasse 70 - 4052 BALE

* *RAPPEL IMPORTANT* : *Nous cherchons pour des bourses au NICARAGUA et à NIMES Fr. 600.--, Fr. 800.-- et Fr. 1'300.-- par mois (Voir INTERROGATION mai 1981)*

* *CCP GVOM 10 20 968 - Indiquer NICA ou/et NIMES*

Dites-nous si vous vous engagez pour plusieurs mois ou une année - MERCI ! (une indication sur le talon du CCP suffit)

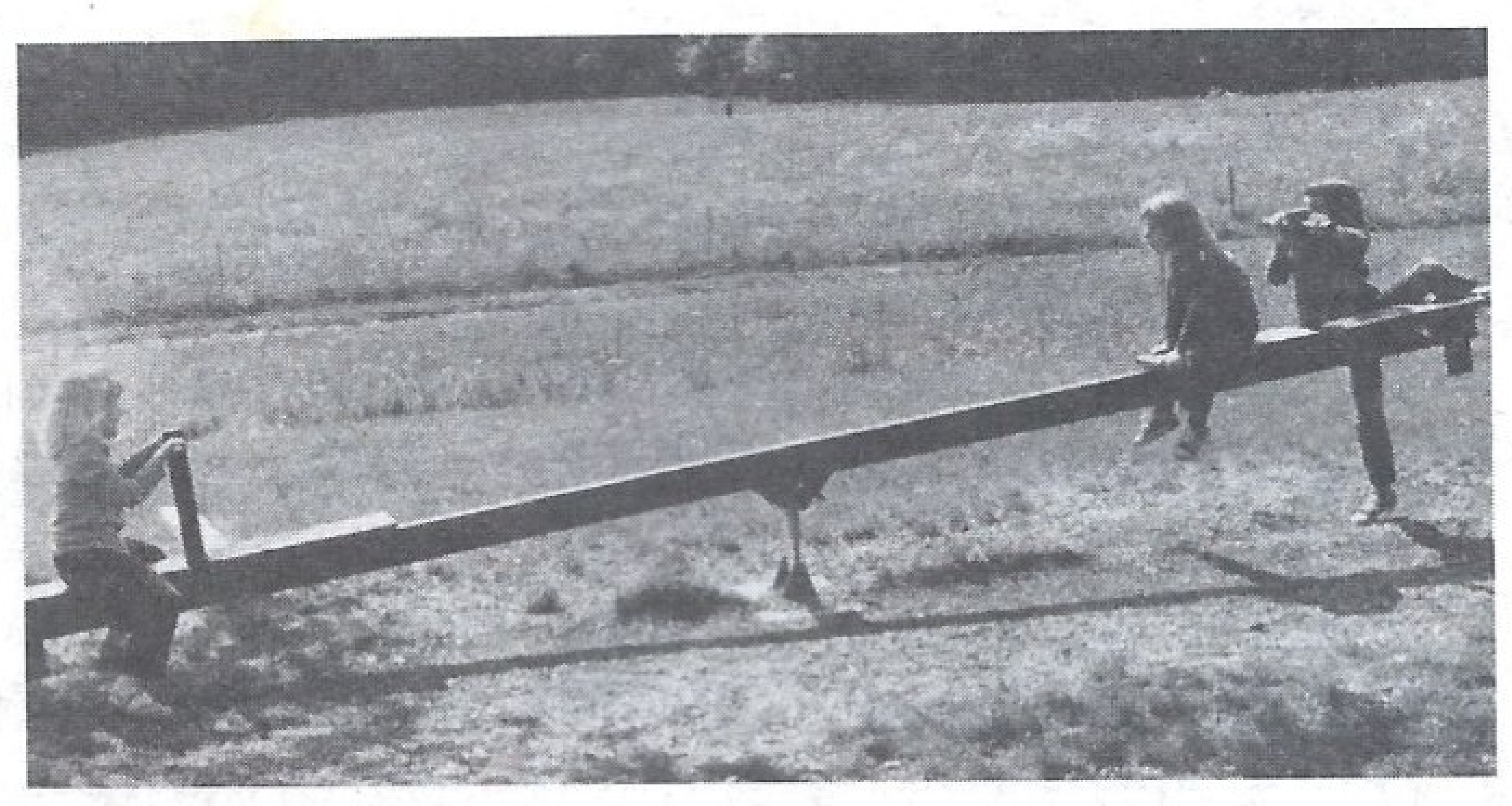
SESSION DE FORMATION EN VUE D'UN ENGAGEMENT OUTRE-MER ET EN SUISSE

DU 17 AOUT AU 4 SEPTEMBRE 1981

Pour ceux qui vont partir pour participer à un projet de développement - ceux qui sont engagés en Suisse - ceux qui veulent prendre 3 semaines de réflexion ...

INSCRIPTIONS ET RENSEIGNEMENTS : GVOM - Le Coin 43 - 2314 LA SAGNE

WEEK-END DES 16 ET 17 MAI 1981 A LA ROUVRAIE EN IMAGES :



A révélé un meilleur équilibre entre la Suisse allemande et la Suisse romande!



Discussions sportives ou sportifs en discussion ?



Discussion profonde en tête-à-tête. Ici "tante" Jacqueline et Heinz, l'homme du match !

DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU DIMANCHE MATIN :

Répartition des tâches du comité : Alain SCHWAAR, président
Michèle THARIN, caissière
Rémy ANKER, secrétaire
Véréna SCHERTENLEIB, au Council
Marc JATON " "
Heinz SCHENKER " "

Claude THARIN Interrogation
Roger ROCHAT "

Adrien LAURENT s'occupera des candidatures dès son retour du Maroc

Diminution du capital de Fr. 5'000.--

RAPPORT D'ACTIVITE DU GROUPE FSF/GVOM/EIRENE VAUD POUR 1980/1981

D'octobre à juin, sur neuf week-ends, nous nous sommes réunis pour partager, discuter, apprendre, participer, s'étonner, bref (re)découvrir :

- le vécu des autres participants
- nos ressources personnelles pour mieux s'engager ici
- les mécanismes économiques et psychologiques qui créent le mal-développement
- le boycott, son opportunité, son efficacité
- Mission et Romandie 1981
- les possibilités d'action précises à entreprendre ici
- les expériences d'anciens volontaires en Amérique Latine et en Afrique
- le quart-monde.

L'effectif du groupe a fait un bond par rapport à l'année précédente, puisque la moyenne des participants était supérieure à vingt adultes (par week-end), auxquels il faut ajouter une ribambelle sans cesse joyeuse et partie prenante d'enfants en bas âge. Ce succès est partiellement expliqué dans le bilan qui suit .

Notons enfin que Pia et Jean-Claude CHAMOREL (FSF), Elisabeth et Louis ALLAZ (FSF), Odile LANGER (GVOM) ont quitté en cours ou en fin d'année l'animation du groupe. Au nom de tous ceux qui les ont connus, qu'ils soient remerciés pour le généreux souffle de vie et de joie qu'ils ont apporté dans les coeurs de tous les participants (anciens ou actuels) du groupe !

Voici en quelques sentences le bilan de l'année exprimé lors du week-end de juin. Ces remarques n'engagent pas toujours la majorité des participants.

a) L'accueil des nouveaux était chouette

b) L'évolution du groupe a permis à chacun de trouver une place dans laquelle se sentir à l'aise.

c) L'apport des autres aidait quelques-uns, une fois replongés dans leurs vies quotidiennes, à condition qu'ils aient régulièrement participé.

d) Le contenu des discussions, des échanges fut riche et chaleureux, mais peu propice à un engagement pratique dans des actions sociales.

e) Le groupe était relativement fermé aux activités, aux réalités concrètes de l'extérieur ; ce n'était pas toujours facile de clarifier des informations pragmatiques.

f) Il n'y a jamais eu de grosses frictions, ni de tensions continuellement refoulées ; au contraire, l'atmosphère était surtout empreinte de bonne humeur.

g) Le tiers monde vu au travers des projets d'anciens volontaires n'a pas trouvé une place prépondérante.

h) La foi en Christ et les difficultés personnelles de quelques-uns n'ont jamais pu être partagées explicitement dans l'ensemble du groupe.

i) La prise en charge des activités a été effectuée par les participants, animateurs ou non, d'où parfois, un manque de structure clairement défini au niveau de la forme.

Bref, le résultat nous paraît globablement positif, mais "qui ne peut, ne peut" !

Pour le groupe : Jean-Frédéric ROSSELET

Lettres d'outre-mer...

Bernard WEISSBRODT, ancien aumônier FSF, ancien rédacteur à INTERROGATION, est depuis une année et demi au Zaïre.

Le voilà devenu silencieux, aurez-vous pensé. Ce en quoi vous n'auriez pas tort. Le silence : antidote peut-être, contrepoids sûrement aux activités "bruyantes" des gens de radio. Temps aussi que l'on s'accorde pour mieux pénétrer, par le dedans, la réalité du milieu où l'on vit. Espace intérieur enfin, où l'on essaie d'être présent à soi-même, à cultiver les racines qui seules peuvent donner sens à ses gestes et paroles.

Disons, pour simplifier, que le travail grignote le meilleur des heures. Depuis ce que chez vous l'on nomme automne, nous nous sommes ici attelés, dans notre action radio, à une série de réformes progressives qui se sont traduites au début janvier par une espèce de chambardement des programmes. Pour en arriver là - et ce fut l'essentiel de ma tâche depuis mon arrivée à Bunia - il a fallu consentir de gros efforts dans la formation permanente du personnel de la radio. Lentement les résultats de ce travail forcément patient se sont fait voir et entendre. Le micro a subitement remplacé le crayon "Bic" ; sur les bureaux, les piles de papier ont diminué de hauteur et les bandes magnétiques ont fait leur apparition ; dans les émissions, interviews, reportages et autres éléments croqués à l'extérieur ont effacé les lectures fastidieuses de textes rédigés par d'autres. Une manière de révolution culturelle pour des gens venus (pour ne pas dire déformés) tout droit de la pédagogie très scolaire.

La tentation serait de se contenter d'une maîtrise technique de l'outil radio. L'objectif est pourtant plus ambitieux, car il vise fondamentalement à l'éveil des personnes. La virtuosité technique ne servirait à rien sans l'esprit qui, à mon sens, doit présider à toute action de développement en profondeur. Il en va des émissions d'une radio éducative comme d'un programme d'alphabétisation. Si en toute vérité on cherche avant tout à rendre les personnes capables de regarder leur réalité, de l'exprimer, de la juger, de la modifier d'une façon toujours plus critique, il ne peut y avoir d'un côté "ceux qui savent"et de l'autre "ceux qui ne savent pas".

Alphabétiser, comme fabriquer une émission, ne consiste pas à diffuser un message à sens unique, mais à pratiquer un dialogue qui libère la capacité de tout homme de s'exprimer et de penser par lui-même. L'analphabète ou l'auditeur ne sont pas, dirait Paulo Freire, des "objets que l'on doit sauver d'un incendie". Ce serait alors - le danger n'a rien d'illusoire - faire de l'alphabeth et de la radio les instruments d'un nouvel esclavage. Derrière les réformes de structures et de programmes, c'est donc l'acquisition d'une méthode éducative qui se joue. Une méthode qui se mette à distance des idéologies et qui prenne appui sur le réel, en refusant ce qui serait sans rapport avec la vie des hommes.

Personne n'est à l'abri de notre idéologie occidentale du progrès. L'exemple le plus frappant reste probablement celui de la santé. Nombreux sont ceux qui pensent qu'il suffit d'inonder la population de médicaments, d'hôpitaux et de médecins pour améliorer l'état sanitaire d'un pays. Récemment, j'ai pu dans ce domaine mener une petite enquête. Je vous en livre les deux conclusions essentielles. D'autres ont pu en tirer d'identiques sous d'autres cieux.

D'abord que la maladie est un concept négatif : on la considère comme l'absence pure et simple d'une "bonne santé". Ce qui a pour conséquence la passivité à

l'égard de toute action préventive. Cette bonne santé est une donnée naturelle. Nul besoin de l'entretenir. On retrouve ici la conception africaine - vérifiable dans bien d'autres domaines - selon laquelle la nature n'appartient pas à l'homme. Alors que dans notre perspective occidentale (c'est-à-dire celle des sciences et des techniques, donc celle aussi du développement) l'univers est quelque chose d'assez impersonnel qu'il suffit de conquérir et de maîtriser. Pour l'Africain, elle est surtout ce terrain sur lequel il peut entrer en contact avec l'invisible.

Ensuite que la médecine moderne est un produit extérieur. Cela se traduit par une attitude de passivité à l'égard de l'organisation sociale des soins de santé. La santé publique - les dispensaires comme les infirmiers - c'est l'affaire de l'Etat ou des missionnaires. Une fois de plus, on mesure ici la difficulté de la rencontre entre deux mondes. Dans un certain sens, le médecin blanc ne diffère guère de son compatriote militaire ou commerçant. Par sa "bonne santé", le blanc manifeste une force, sinon une supériorité qui cache un secret et dont il faut tirer bénéfice. Toute action sanitaire extraordinaire venue de l'extérieur ne fera que renforcer ce sentiment et cette passivité, accroître la dépendance.

A l'inverse, une recherche en matière de médecine traditionnelle, de la part de ces mêmes médecins étrangers, risque de susciter une méfiance bien compréhensible sur les motifs pourtant généreux qui la fondent. "Pendant longtemps, le blanc a vanté ses médicaments ; pourquoi donc s'intéresse-t-il aujourd'hui à nos plantes médicinales ?" D'ailleurs la médecine traditionnelle, beaucoup plus répandue qu'on ne le croit généralement, demeure un signe (en soi réjouissant s'il était maîtrisé) d'une résistance culturelle à l'Occident.

Mais alors, face à la fatalité de la maladie et au prestige de la médecine occidentale, comment convaincre une propulation que "la santé vient de la brousse" ? - "que les médicaments ne sont d'aucune utilité si l'on ne s'attaque pas aux vraies causes de la maladie : la mauvaise qualité de l'eau - le manque d'hygiène - le déséquilibre alimentaire ... ? Que la santé de chacun dépend de la solidarité de tous pour l'organisation des soins ?"

A elles seules, des émissions radio, fussent-elles parfaites, ne pourront lutter efficacement contre les verminoses endémiques ou l'abus d'antibiotiques. A la longue, faute de relais concrets et efficaces sur le terrain (ils font terriblement défaut dans cette région-ci) la radio risque de s'essoufler et de parler "en l'air". Est-on conscient en Europe qu'à travers le monde près de deux milliards d'hommes manquent d'eau potable ? D'autre part, il faut bien se demander à quoi servirait l'aménagement "charitable" de centaines de puits et de sources si la population elle-même n'a pas décidé que ce serait là le premier remède à tous ses maux ?

Ici, le pourquoi des choses fait peur, car il sépare ce qui devrait être perçu d'un même coup d'oeil : les causes et les conséquences. Il dénature la réalité.

Peut-être me trouverez-vous pessimiste. Non, je n'ai pas changé. J'essaie simplement de bien marquer les limites de notre action. C'est qu'il n'existe pas de remède-miracle au sous-développement. Longtemps on a pensé qu'il suffirait de ... Ici, le climat est au désenchantement.

Ces derniers temps, je reçois des questions du genre :

"Pourquoi la population de notre pays est-elle en train de souffrir alors que

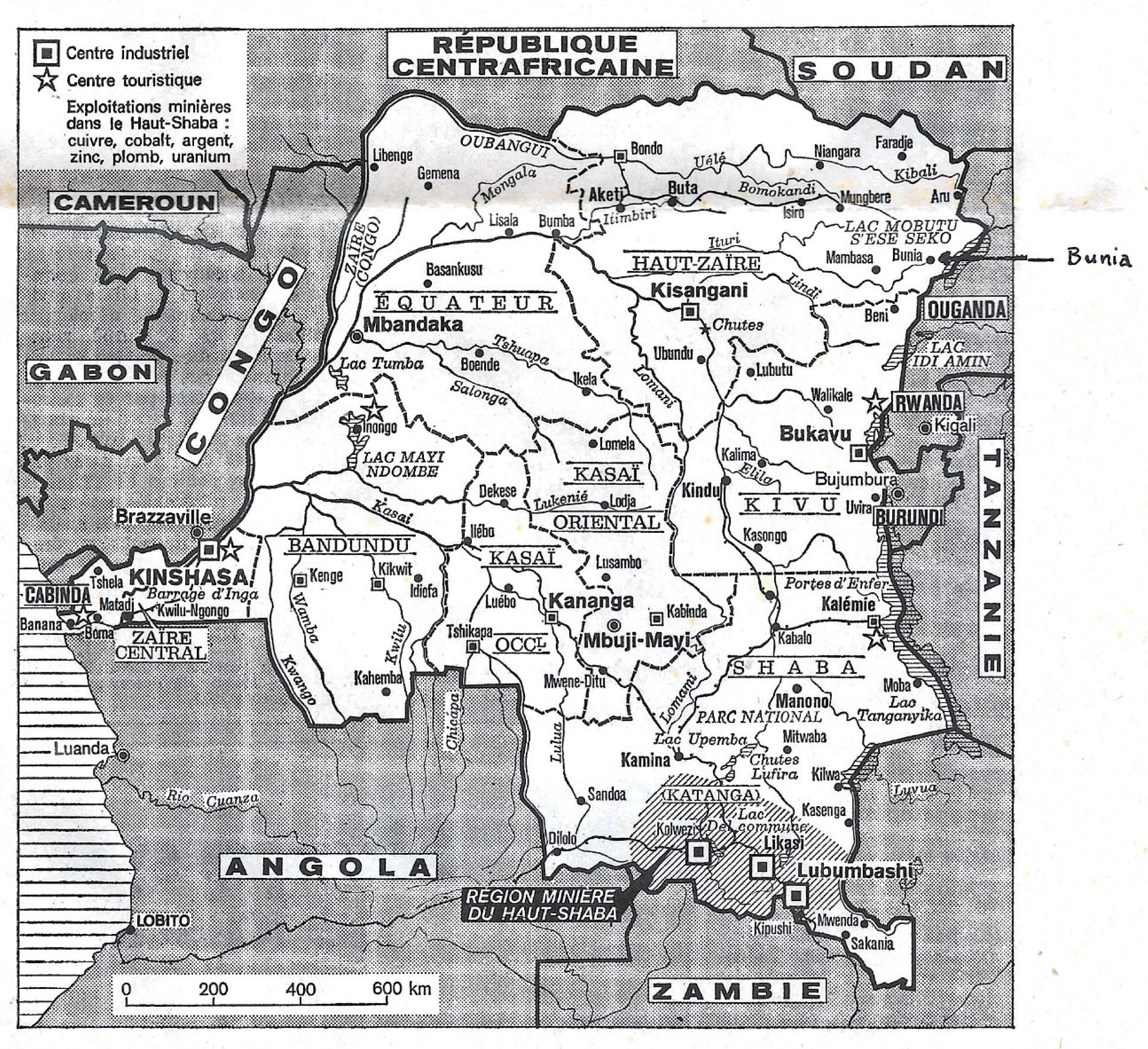
notre pays est si riche ? "
"Pourquoi l'Afrique ne progresse-t-elle pas ? "
"Pourquoi les pays du Nord sont-ils développés et pas ceux de l'Equateur ?"

A ces questions, il n'y a pas de réponse simple. L'Afrique est étranglée, c'est vrai, par l'Occident et par ses propres fils. Mais l'Afrique également, à force de se faire tordre le cou, perd le courage de vivre. A l'image de ces enfants qui, au moment du sevrage et devant le manque de solidarité de leurs frères, se laissent mourir. Le désespoir n'a pas d'âge.

A y regarder de près, les signes d'espoir existent. Ils sont rares, mais tenaces. Comme les herbes vertes après un feu de brousse.

Pour ma part, je pourrais leur donner des noms. Des noms qui probablement resteront à jamais enfouis dans la terre qui les a fait naître, et qui seuls pourtant sauront communiquer à leurs frères la force intérieure qui les fait vivre contre toute espérance. Cela, c'est déjà une autre histoire.

Bunia, mars 1981



Appel

Par la presse chilienne et internationale, nous avons été informés que la police secrète chilienne avait convoqué une conférence de presse, le 18 février 1981, pour annoncer qu'elle avait arrêté un commando de la Résistance, auquel elle attribuait toutes les actions de la période 1979-1981.
Le 19 février, quelques personnalités liées à la dictature demandaient la peine de mort pour les cinq détenus. Quelques jours après, le gouvernement dictait un décret instaurant "*des tribunaux militaires en temps de guerre*", que la presse étrangère a largement commenté.
Des sources anti-dictatoriales ont fait savoir que le supposé commando avait été arrêté au moins 20 jours avant l'annonce officielle, et qu'une petite fille avait été arrêtée avec ses parents et aussi torturée. Il y a quelques jours, nous avons eu la possibilité d'interviewer l'un des proches des détenus, qui nous a informé que ceux-ci avaient été torturés pendant plus de 20 jours et que la fillette de 18 mois avait été rendue à sa grand'mère avec des traces de tortures sur tout son petit corps.
Les détenus sont actuellement incarcérés, pour ce qui concerne les hommes à la Penitenciaria de Santiago, et les femmes à la Casa Correccional. Le Ministère de l'Intérieur continue à demander la peine de mort contre eux.
Un avocat chilien est disposé à se charger de la défense de deux d'entre eux, mais pour les trois autres, dont la situation est plus difficile, un avocat étranger devra l'assumer, étant donné les risques pour les avocats chiliens. Le procès est actuellement dans sa phase secrète. Le tribunal peut être convoqué à n'importe quel moment, et sa décision doit être exécutée dans les 48 heures qui suivent, cela sans appel possible. Nous pensons que le gouvernement chilien cherche à créer un exemple, afin de freiner la montée de la lutte du peuple qui s'intensifie de jour en jour.
Nous sommes certains que nous pouvons sauver la vie de ces hommes et de ces femmes que la dictature chilienne veut assassiner aujourd'hui. C'est pourquoi nous lançons cet appel urgent, persuadés que la solidarité internationale peut sauver ces vies, en leur fournissant les avocats étrangers et chiliens dont ils ont un urgent besoin.

AIDEZ-NOUS A FINANCER LES FRAIS DE CES AVOCATS

COMITE SUISSE POUR LA DEFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES AU CHILI - CCP 12-12432

INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Centre Offset SA, Lausanne

J.A. 2056 DOMBRESSON